



ARRÊTÉ MUNICIPAL PERMANENT N° 2024-002

Relatif aux chantiers mobiles non programmés et interventions urgentes sur le territoire de la commune de Glières-Val-de-Borne, au profit de la Régie des Eaux Faucigny Glières (REFG).

Le Maire de la Commune de GLIERES-VAL-DE-BORNE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1 et suivants, relatif aux pouvoirs de police générale du Maire ;

Vu le code de la route et notamment les articles R.411.8 et R.411.25 à R.411.28 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 6^{ème} et 8^{ème} partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifié,

Vu le code pénal, notamment son article R.610-5 ;

Vu la loi n° 82-213 en date du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et régions ;

Vu la loi n° 2004-809 en date du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la demande formulée par la Régie des Eaux Faucigny Glières (en la personne de Monsieur Eric DUCROZ) pour l'année 2024 ;

Considérant le caractère d'urgence, fréquent et répétitif de certaines interventions effectuées par la Régie des Eaux Faucigny Glières (REFG) sur la section en agglomération de la route départementale 12 et sur les routes et voies communales relevant de la police du Maire, et afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes,

Considérant le caractère non planifiable de certaines interventions,

Considérant qu'il y a lieu de la nécessité de faciliter les missions de maintenance et d'exploitation des réseaux d'assainissement et de distribution d'eau potable,

Considérant que pour assurer la sécurité des agents de la REFG sur les routes et voies communales relevant de la police du Maire lors des chantiers ponctuels tels que, hydrocurage et nettoyage d'ouvrage, inspection télévisée, contrôle de raccordement, descente en ouvrage, traçage de réseaux ou toute mission d'astreinte ou urgente, il y a lieu d'assurer la sécurité publique, pendant la durée des travaux, des usagers et du personnel intervenant, en réglementant la circulation de tous les véhicules au droit de ces chantiers,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Durée de validité

La présente autorisation est valable du **01 janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024**, et pourra être renouvelée à la demande de la REFG.

Article 2 : Mesures générales

Le présent arrêté autorise les véhicules et engins des entreprises missionnées par la REFG à travailler sur la chaussée et à réduire le nombre de voies de circulation, avec possibilité de barrer les rues étroites, pour effectuer des interventions de réparations urgente.

Article 3 : Champ d'application

Les dispositions ci-après pourront être appliquées sur les voies communales, les chemins ruraux et voies privées ouvertes à la circulation publique situés sur l'ensemble du territoire de la commune de Glières-Val-De-Borne, ainsi que la section en agglomération de la route départementale 12.

Article 4 : Circulation

Lorsque l'emprise de l'intervention supprime une voie de circulation sur une chaussée à double sens ne comportant que deux voies, la circulation pourra s'effectuer alternativement. La circulation pourra être réglée à l'aide de piquets mobiles K 10, ou par panneaux B15-C18 ou au moyen de feux tricolores de chantier, en fonction des circonstances rencontrées.

Le pétitionnaire sera rendu pour responsable des accidents pouvant survenir du défaut ou de l'insuffisance de la protection et de la signalisation du chantier.

Article 5 : Vitesse et stationnement

Pour les travaux ci-dessus, les restrictions suivantes à la circulation pourront être imposées au droit des chantiers routiers, à savoir :

- La vitesse des véhicules pourra être limitée à 30 km/h ;
- Une interdiction de dépasser pourra être imposée sur l'emprise du chantier ;
- Le stationnement pourra être interdit de part et d'autre de la chaussée, aux abords du chantier.

Article 6 : Mesures particulières

Selon l'importance du terrassement ou l'étroitesse de la chaussée, la circulation pourra être complètement interdite, afin de permettre la manœuvre des véhicules. L'intervention sera faite dans les meilleurs délais pour rétablir la desserte des riverains ou l'accès éventuel des véhicules de sécurité et d'incendie. Les agents chargés de l'exécution des travaux pour le compte du demandeur devront néanmoins, nonobstant le présent arrêté, se conformer aux dispositions du Code de la route et à toutes injonctions des forces de la police intercommunale ou de la gendarmerie.

Article 7 : Mesures spéciales

Toute restriction de circulation ou réglementation de la circulation au droit des chantiers non visés par le présent arrêté ou supérieur à trois jours, devra faire l'objet d'un arrêté particulier.

Article 8 : Signalisation

La signalisation temporaire réglementaire sera mise en place et entretenue, conformément à la législation en vigueur, par les agents de la REFG ou l'entreprise opérante.

La signalisation devra rester obligatoirement en place jusqu'à la réception des travaux.

Article 9 : Propreté de fin de chantier

A la fin du chantier, le permissionnaire est tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés à la voie et ou à ses dépendances et de rétablir dans leur premier état, les fosses, talus, accotements, chaussées ou trottoirs, et tous ouvrages qui auraient été endommagés.

Article 10 : Lois et règlements

Toute infraction au présent arrêté est constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 11 : Publication

Le présent arrêté sera publié sur le site internet officiel de la commune.

Article 12 : Recours

Conformément à l'article 421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble - 2 place de Verdun BP 1135 - 38022 GRENOBLE Cedex, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 13 : Diffusions

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Bonneville,
- Monsieur le Président du Conseil départemental de la Haute-Savoie (CERD St Pierre en Faucigny),
- Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale Autonome de Gendarmerie de Bonneville,
- Monsieur le Chef de Poste de la Police Intercommunale de Bonneville,
- Monsieur le Chef du CPI de Glières-Val-De-Borne,
- Le service de la Régie des Eaux Faucigny Glières,
- Le service voirie de la CCFG.

Fait à GLIERES-VAL-DE-BORNE,
Le 09 janvier 2024.

Le Maire,
Christophe FOURNIER.

